

L'environnement ne doit pas devenir une question secondaire

Dans cette période de crise financière, certains considèrent que la question environnementale serait une préoccupation secondaire, la priorité étant ailleurs, ou que la décroissance serait la réponse. Pour les Verts il ne peut y avoir de sortie de crise sans volonté d'un développement durable ou soutenable qui mette au même niveau les logiques et les enjeux économiques, (progrès technique, modes de production et de consommation, investissement, profit...), sociaux (bien-être, redistribution, réduction des inégalités, participation à la vie sociale, santé...) et environnementaux (biodiversité, climat, eau, pollution de l'air et des sols...).

La mission de l'écologie politique est entre autres de proposer un usage de la Nature « assurant les besoins d'abord des plus démunis et des générations futures ». C'est toute l'idée de la « croissance verte ». La norme de consommation devra être non seulement économe en énergie et en gaz à effet de serre, mais aussi plus équitable. On ne peut pas se contenter de la « décroissance » de l'activité. Il faut bien comprendre qu'une décroissance de la crise écologique suppose une croissance massive de l'activité humaine tout en étant innovante.

L'écologie et la conversion « verte » de notre économie représentent un des principaux gisements d'em-

ploi pour l'avenir. L'isolation des logements pourrait créer 100 000 emplois pérennes, l'agriculture bio 80 000 emplois très rapidement. Lorsque Renault annonce la suppression de 6 000 emplois, il faut dire, sans faire de fausses promesses aux salariés, qu'une conversion de l'industrie automobile est indispensable pour conserver des emplois. Les constructeurs français ont laissé passer l'opportunité des véhicules hybrides, ils ont peu investi dans les véhicules électriques et ils ont laissé partir chez le constructeur indien Tata une invention française prometteuse comme la voiture à air comprimé.

Les suites données au Grenelle de l'environnement laissent sur leur faim les ONG associées. Il est temps de sortir de la communication pour aller vers des actions significatives, notamment au niveau européen. Pour trouver des financements à la hauteur des enjeux on pourrait abolir la loi TEPA de l'été 2007 et consacrer les 15 milliards d'euros par an à la recherche, à l'innovation, au financement du Grenelle. Et n'oublions pas que les solutions proposées pour la lutte contre les désastres de l'effet de serre sont bien moins coûteuses que les dégâts engendrés.

Contact : mousseau@mairie-saintnazaire.fr